

La pirogue

n° 4



© Michel Debon

Matches - lectures au centre Diambars à Saly, Sénégal

Sommaire

Politique : Plaidoyer pour le droit à l'éducation pour tous p 2

DOSSIER : Education pour tous, 10 ans après Dakar p 3 à 6

Thématique : L'éducation de base p 7

Echos du programme p 8

Journal du prodéré-AO

Soutenu par Solidarité Laïque et le ministère des Affaires étrangères et européennes français et co-financé par l'Agence française de développement.



Solidarité Laïque - 22 rue Corvisart
75013 PARIS - Tél. 01 45 35 13 13
www.solidarite-laique.asso.fr
Maugein Imprimeurs - Tulle

éditorial

D'un programme à l'autre.

L'année 2010 a été l'année de transition : celle de la mise en place d'une nouvelle gouvernance du programme.

Depuis 2005, les comités se sont étoffés et chacun a appris à travailler avec les autres. Des collectifs, au fonctionnement encore perfectible, se sont construits dans les 6 pays. Les groupes thématiques se sont dotés d'outils tels que des guides et ont adopté des plans de formation. Les formations doivent désormais être collectives et contribuer à la construction d'une culture commune. Le fonds d'appui aux initiatives locales doit évoluer pour mieux alimenter les réflexions menées dans le cadre du programme.

Le futur programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest doit s'inscrire dans la continuité et la logique du précédent et poursuivre les objectifs de consolidation des réseaux nationaux, de développement de la coordination sous-régionale, de renforcement et élargissement des partenariats.

Les comités nationaux ont pris peu à peu leur place dans le paysage de la politique éducative de chacun des 5 pays ouest africains, mais ils ne sont pas suffisamment consultés par les gouvernements. De la reconnaissance de facto, il faut passer à la reconnaissance de juré ! Et, afin de donner plus de visibilité à leurs actions, une véritable stratégie de communication doit être mise en place.

L'année 2011 sera celle du développement du programme sous l'impulsion d'une gouvernance partagée.

Michel Debon (France)

Plaidoyer pour le droit à l'éducation pour tous.

2010 est l'année du 10^e anniversaire du forum de l'Éducation pour tous (EPT) de Dakar et de la coupe du monde de football qui s'est tenue pour la première fois en Afrique. A cette occasion, la campagne mondiale pour l'Éducation (CME) s'est associée à la fédération internationale de football association (Fifa) pour la campagne « 1 BUT : l'Éducation pour tous ». Solidarité Laïque a organisé dans toute la France, entre avril et juillet, des « *matches-lectures* ».

La CME a voulu profiter de la plate-forme exceptionnelle que représente la coupe du monde de football pour mobiliser l'opinion sur les enjeux de l'éducation et faire pression sur les dirigeants internationaux pour qu'ils respectent leurs engagements. Cette activité a consisté à rassembler des équipes, faire précéder les matchs d'une lecture sur l'éducation, le sport, les droits de l'Homme... par une personnalité locale pour donner le coup d'envoi symbolique en faveur du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous, signer et faire signer la feuille de match pour l'éducation.

A l'occasion de la 5^e assemblée générale du Proderé-AO, tenue à Dakar du 21 au 26 avril 2010, des « *matches-lectures* » ont été organisés à l'institut Diambars*, entre des équipes locales. Chacun des représentants des comités nationaux du Sud a lu un texte. A la cérémonie d'ouverture, le représentant de l'Unesco a déclaré que « *selon les statistiques publiées par l'Unesco depuis 2006... les objectifs de l'EPT ne pourront être atteints qu'en 2129* ».

Les actions doivent continuer et s'intensifier !

Dorothee Houenou (Bénin)

* L'institut Diambars (Saly, Sénégal) est né d'une idée : faire une école de foot, pour faire du foot passion un moteur d'éducation. Bâtir une école de champions qui forme aussi des hommes, et contribuer ainsi à l'éducation des enfants, au développement des pays, et du continent africain.

Bilan et perspectives du programme

Les 24 et 25 avril 2010, s'est tenue à Dakar la cinquième assemblée générale du programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest (Proderé-AO) qui a rassemblé des représentants des 6 pays impliqués dans le programme.*

Cette dernière édition du premier cycle du programme (2005-2010) s'est inscrite dans la continuité des rencontres précédentes avec pour objectif d'effectuer un bilan collectif provisoire du programme et de valider collectivement les grands axes du futur Proderé-AO II (2011-2013).

L'ensemble des acteurs présents se sont ainsi accordés à reconnaître qu'en 5 années d'existence, le Proderé-AO a permis de construire et d'alimenter une dynamique partenariale transnationale, à travers la mise en place d'un cadre de travail original et le développement d'une méthodologie de travail commune et partagée.

Au cours de ces cinq dernières années, on a pu également assister à la montée en puissance des 5 comités africains qui se sont structurés et autonomisés.

A l'heure du bilan de ce premier cycle, il apparaît que le Proderé-AO est un programme multi-acteurs qui a su s'adapter à son environnement et à ses contextes tant nationaux que transnationaux et qui repose sur un partenariat actif, diversifié et pluriel. Les cadres de travail et les modes de gouvernance ont évolué au fil du temps, de façon à répondre au mieux aux attentes des différentes parties impliquées dans le programme.

C'est ainsi que les choix et orien-

tations politiques et stratégiques émaneront désormais d'un seul et même organe décisionnaire : le comité de pilotage transnational, composé des 6 présidents des comités nationaux et du chef de file du programme, Solidarité Laïque. La représentativité de l'ensemble des acteurs impliqués est ainsi assurée de façon égale, équitable et équilibrée.

Renforcer la dimension collective

Le prochain cycle du Proderé-AO (2011-2013) devra s'inscrire dans la continuité du premier et renforcer cette dimension collective, à travers le développement d'actions concertées et conjointes (actions de plaidoyer, actions de terrain), l'intégration de nouveaux membres, au sein des comités nationaux, pour leur donner davantage de visibilité. Il s'agira également d'investir de nouveaux espaces de concertation (réseaux nationaux et régionaux, plateformes thématiques...), de développer des stratégies de recherche de financement (niveau national, régional et international) et de communiquer autour du savoir-faire commun, à travers des outils et documents de capitalisation notamment. Le Proderé-AO II aura ainsi pour objectif de développer l'action commune et de renforcer l'expertise des réseaux nationaux actifs en éducation.

Nawal Besri (France)

* Bénin, Burkina Faso, France, Mali, Niger et Sénégal



Assemblée générale du Proderé-AO, avril 2010

L'éducation pour tous, 10 ans après Dakar

Six objectifs de l'Éducation pour tous de Dakar approuvés par 180 pays

1. Développer et améliorer la protection et l'éducation de la petite enfance
2. Assurer l'accès à un enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous
3. Promouvoir l'acquisition de compétences et de connaissances pour les jeunes et les adultes
4. Améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes
5. Instaurer la parité entre les sexes d'ici 2005 et l'égalité entre les sexes d'ici 2015
6. Améliorer la qualité de l'éducation

Le Forum mondial sur l'éducation, qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) en avril 2000, fut le premier et le plus important événement en matière d'éducation à l'aube du nouveau siècle.

En adoptant un cadre d'action, les 1100 participants au Forum ont réaffirmé leur engagement de parvenir à l'Éducation pour tous d'ici à 2015. Ils ont confié à l'Unesco à la fois le rôle de coordination générale entre les différents partenaires au plan international, et la mission d'entretenir la dynamique engagée au niveau mondial. Pour atteindre les six objectifs de Dakar, les participants, tout en saluant les engagements pris au cours de la décennie 1990-2000 et en particulier l'approche de l'éducation basée sur la notion de droit fondamental, soutenue par la Déclaration universelle des droits de l'Homme, ont engagé collectivement la responsabilité de la communauté internationale à tenir ces promesses et à réaliser l'éducation « *pour chaque citoyen dans chaque société* » à travers un document appelé cadre d'action de Dakar. Ce

document enferme la promesse de pays et d'organismes donateurs stipulant qu'« *aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources* ».

Des efforts restent à faire

L'évaluation dix ans après le forum de Dakar fait apparaître un bilan mitigé : le nombre d'enfants non scolarisés a baissé de 33 millions. La part des filles scolarisées a progressé de 4 points et le taux d'alphabétisation des adultes a progressé de 10 points. Des pays comme le Bénin sont en voie de réaliser l'enseignement primaire universel d'ici 2015.

Cependant, 72 millions d'enfants sont en marge du système scolaire, la malnutrition touche encore 175 millions d'entre eux.

La discrimination à l'encontre des filles reste largement répandue, près de 54% des enfants non scolarisés sont des filles et sur les 759 millions d'adultes dépourvus de compétences en matière d'alphabétisation les 2/3 sont des femmes. Il faudrait 1,9 million de nouveaux postes d'enseignants pour réaliser l'enseignement primaire universel d'ici à 2015.

Avec la crise financière la communauté des donateurs n'arrive pas à honorer les engagements de 2000.

Rama Thiam (Sénégal)



Repères

1990 : à Jomtien (Thaïlande), les représentants de 155 pays et de 150 organisations s'engagent à garantir l'Éducation pour tous pour l'an 2000 à l'occasion de la conférence mondiale sur l'Éducation

1995 : à Amman (Jordanie), la conférence à la mi-décennie révèle qu'un travail considérable a été réalisé. Le rapport auquel elle a donné lieu indique qu'il est nécessaire de procéder à une évaluation plus approfondie. La commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, quant à elle, défend dans son rapport à l'Unesco, une idée

de l'éducation reposant sur quatre "piliers" : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble. Le texte est adopté par un grand nombre de pays.

1998 : le nombre d'enfants scolarisés passe de 599 à 681 millions entre 1990 et 1998 et beaucoup de pays voient leur taux de scolarisation primaire s'approcher de cent pour cent pour la première fois. La médaille a cependant son revers puisque quelque 113 millions d'enfants restent en marge du système scolaire, que la discrimination à l'encontre des

filles est largement répandue et que près d'un milliard d'adultes - essentiellement des femmes - sont analphabètes.

Le manque d'enseignants qualifiés et de matériels pédagogiques reste le lot de trop nombreuses écoles.

2000 : à Dakar (Sénégal) du 26 au 28 avril, est adopté le cadre d'action de "l'Éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs". Ce document engage les États à réaliser les objectifs d'une éducation de base de qualité pour tous d'ici à 2015.

Où en est l'Afrique

Les pays africains au sud du Sahara, notamment dans l'ouest, restent cependant de reconnaissance limitée au regard des objectifs de l'Éducation pour tous.



Centre Bankoré pour les tout-petits, Bamako, Mali

© Michel Debon

Taux nets de scolarisation dans la sous-région

| | 2004 | 2007 |
|---------------------|------|------|
| Bénin | | |
| Garçons | 93 % | 87 % |
| Filles | 72 % | 73 % |
| Burkina Faso | | |
| Garçons | 46 % | 62 % |
| Filles | 35 % | 54 % |
| Mali | | |
| Garçons | 50 % | 70 % |
| Filles | 43 % | 56 % |
| Niger | | |
| Garçons | 46 % | 51 % |
| Filles | 32 % | 38 % |
| Sénégal | | |
| Garçons | 68 % | 72 % |
| Filles | 64 % | 72 % |



Collège des Elites à Cotonou, Bénin

© Michel Debon

Quel bilan ?

Dans l'enseignement préscolaire, le taux d'admission varie entre 3 et 5%. Les progrès sont inégaux et l'accès est minimal pour les enfants défavorisés.

Dans l'enseignement primaire, des progrès notables ont été effectués dans tous les pays de l'Afrique de l'Ouest. Le nombre d'enfants non scolarisés est en rapide diminution. Ce succès est dû à la volonté politique des états, à l'amélioration des infrastructures et à la gratuité. Il est à noter cependant que les moyens des états ne pourront pas s'aligner sur le nombre de plus en plus élevé d'enfants scolarisables devant la croissance démographique galopante.

Les programmes d'éducation formelle demeurent limités en termes de financement. Concernant l'alphabétisation des adultes, la plupart des pays ont accompli de bons progrès de la décennie écoulée. Selon les évaluations, les pays de la sous-région ne réussissent à diminuer de moitié leur taux d'alphabétisme des adultes. Quant à l'égalité entre sexes, un recul sensible est à noter au primaire, mais il existe de fortes disparités dans l'enseignement secondaire et supérieur. Les taux d'achèvement des études primaires sont améliorés dans l'Ouest.

Comment progresser ?

Il s'agit maintenant de s'orienter résolument vers la réalisation des objectifs de l'EPT en renforçant les acquis et en mettant en œuvre des stratégies alternatives pour résoudre les problèmes qui persistent.

En ce qui concerne l'accès, il sera nécessaire d'accélérer le rythme des constructions, de recruter des enseignants en nombre suffisant et d'adapter l'offre d'éducation à la demande locale de développement.

A ce niveau, le développement intégré de la petite enfance devra faire l'objet d'une attention particulière et de ressources conséquentes.

Pour la qualité, l'amélioration de la formation des enseignants, l'instauration de bonnes conditions d'apprentissage ainsi qu'un dispositif pertinent et cohérent de suivi et d'évaluation s'avèrent nécessaires.

S'agissant de la formation des jeunes et des adultes, la recette pourrait résider dans la conception concertée de programmes d'éducation qualifiante. Quant à la gestion, elle exige une

bonne gouvernance à tous les niveaux, seul garant d'une gestion transparente, efficace et efficiente.

La mise en œuvre d'une stratégie aussi vaste et complexe nécessite que chaque famille et l'Etat jouent pleinement son rôle :

- que les Etats élaborent des stratégies cohérentes en œuvre des politiques pertinentes et favorables au développement de l'éducation ;
- que les partenaires sociaux, publics et financiers tiennent compte des besoins et allouent les ressources adéquates ;
- que les ressources soient plus efficacement élaborées et en veilleuse ;
- que les enseignants fassent de l'enseignement le principal acteur de sa formation dans un espace scolaire le plus apaisé possible ;
- que les communautés, y compris les ménages, suivent et accompagnent les enfants.

rique de l'Ouest ?

du Sahara ont engrangé des avancées significatives dans le domaine de l'accès à l'éducation. Il convient de noter que les résultats obtenus demeurent insuffisamment efficaces à atteindre. Où en est l'Afrique de

éducation non négligés en tant que public. L'alphabétisation des pays n'ont progressé au cours de ces années. D'après des études de l'Afrique de l'Ouest, il n'y aura pas à dire de hauts taux d'analyses d'ici à 2015. Les sexes, un écart dans le premier des disparités d'enseignement se

ent dans le premier en Afrique de

à tous les niveaux d'une gestion efficace, pertinente

l'un chantier complexe requiert l'implication de tous les acteurs

prennent et mettent en œuvre des politiques pertinentes de gestion de l'éducation et des techniques de suivi de leurs programmes de manière à leur uti-

La multiplication des innovations pédagogiques non maîtrisées et le recrutement d'enseignants non qualifiés ont largement contribué à la détérioration de la qualité de l'éducation.

Pour atteindre les objectifs visés, les prochaines années à venir exigeront une volonté politique sans faille pour que l'éducation soit une priorité nationale dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Le respect des engagements pris par les partenaires techniques et financiers pèsera aussi. Sans ces conditions, l'atteinte des objectifs de l'EPT demeurera une utopie.

Famoro Keïta (Mali)

gèrent les progrès des élèves et s'impliquent dans les organes de gestion et de coordination de l'éducation;

- que les élèves étudient dans un endroit et un climat sécurisés qui leur permettent de s'exprimer et de prendre part à la prise de décision ;

- que la société civile s'érige en force de propositions mais aussi de veille et d'alerte à tous les niveaux du système éducatif.

Mame Ousmane Diene (Sénégal)

Les comités nationaux : des acteurs de terrain.

Depuis leur mise en place dans le courant de l'année 2005, les comités nationaux des 5 pays de l'Afrique de l'ouest, avec l'appui du comité France ont été de véritables acteurs de terrain pour faire avancer l'éducation pour toutes et tous.

Ces actions ont nécessité d'élaborer des stratégies pour être efficace.

Pour cela il a fallu développer la concertation entre partenaires d'un même pays, mais aussi entre les comités de la sous région qu'est l'Afrique de l'Ouest et entre les 6 pays du programme. Il a fallu agir ensemble sur le terrain.

L'organisation de rencontres sur la petite enfance, sur l'éducation de base, sur l'éducation non formelle, sur l'alphabétisation des adultes et plus particulièrement des femmes, sur la place des parents dans les systèmes éducatifs, sur le Sida, sur ce que doit être le dialogue social, sur l'élaboration de plaidoyers ... tout cela a permis de développer des actions en direction des populations, mais aussi des gouvernements pour mieux leur rappeler leurs engagements en matière d'éducation.

L'ouverture de lieux pour la petite enfance (clos d'enfants ou bisonions ou case des tous petits ...) et la formation des membres d'associations de mères éducatrices pour s'en occuper constituent des exemples d'actions menées.

La constitution d'un fonds d'appui aux initiatives locales a permis l'élargissement des comités nationaux en intégrant des organisations qui avaient bénéficié d'un appui financier pour développer une action ayant un caractère éducatif et social que ce soit l'organisation d'une formation pour la fabrication de beurre de karité et d'huile de neem, la

réfection d'un centre polyvalent, celle de salles de classe ou leur équipement, la consolidation de pratiques d'hygiène...

Améliorer la capitalisation des actions

Des faiblesses subsistent néanmoins au niveau du suivi ; en effet, le manque de disponibilité des membres des comités et la faiblesse des moyens dont ils disposent, sont autant de contraintes pour le suivi des projets et l'accompagnement de leurs porteurs. Il faut améliorer la capitalisation des actions et expériences menées au niveau national et trouver les ressources financières en rapport avec les ambitions affichées ; d'où la nécessité de mieux se structurer et de développer une véritable stratégie de recherche de financement

D'une manière générale, le Prodére-AO, au cours de ces années, a permis de construire et d'alimenter une dynamique partenariale transnationale et a fourni un cadre de travail original permettant de développer une méthodologie de travail commune et partagée.

Le Prodére-AO se caractérise également par sa dimension sociale importante, par la capacité et la volonté de ses acteurs de construire une culture commune sur les thématiques abordées, ainsi qu'une vision partagée sur l'éducation.

Au fil des années, on a pu assister à un renforcement de cette dimension collective pour mieux agir sur le terrain et devenir un partenaire connu et reconnu, tant par les populations que par les autorités politiques et administratives.

Jean Kafando (Burkina Faso)



Ecole de Tannougola, Cotonou Bénin

Entretien avec ...

Kassoum Issa

Kassoum Issa, ancien secrétaire général du syndicat national des enseignants du Niger (Snen), est président de la coalition des associations, syndicats et organisations non gouvernementales de plaidoyer et campagne en faveur de l'éducation pour tous au Niger (Aso/EPT-Niger).

Pouvez-vous nous présenter la coalition que vous présidez ?

L'Aso/EPT-Niger est une coalition de campagne et de plaidoyer en faveur de l'EPT au Niger. Elle regroupe en son sein des syndicats, des organisations membres du cadre de concertation pédagogique, des associations membres de la marche mondiale de lutte contre le travail des enfants et des groupes spécifiques tels que l'association nationale des parents d'élèves et étudiants, le réseau des organisations ouest et centre africaines de recherches en éducation, le réseau des femmes enseignantes du Niger, la confédération générale des associations des femmes du Niger, des journalistes.

Aujourd'hui, quel bilan faites-vous des objectifs adoptés en 2000 ?

Depuis Dakar, il y a eu une évolution pour atteindre l'objectif de la scolarisation primaire universelle, mais la qualité de l'offre éducative reste posée. Ceci s'explique par le recrutement d'enseignants souvent sans qualification, l'environnement pédagogique très délétère, un taux de déperdition et d'échec scolaire élevé. Les disparités entre filles et garçons, entre villes et campagnes persistent. Le volet alphabétisation est en plein essor même si les objectifs restent peu ambitieux. Le développement du secteur non formel pour répondre aux besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes reste encore le travail d'ONG. Concernant la prise en compte de la prime enfance, les communautés villageoises en sont exclues.

A Dakar, les Etats ont pris l'engagement de consacrer au minimum 24% de leur budget à l'éducation, mais plusieurs pays africains en sont loin. Les bailleurs de fonds se sont engagés à ce qu'aucun pays ayant un plan EPT crédible ne manque de ressources pour sa mise en œuvre. Là aussi, nous sommes très loin du compte et la crise financière mondiale n'augure rien de bon. La société civile, à travers la CME, a promis une mobilisation sociale et une veille permanente à travers des campagnes de plaidoyer et de pression pour atteindre les objectifs de l'EPT ; même s'il faut se réjouir de la montée de l'activisme, force est de constater la faiblesse de celles-ci à travailler en réseau pour une meilleure synergie à même d'influencer les politiques.



© Michel Debon

Le Proderé-AO, dont vous avez été un des acteurs importants, a contribué depuis 5 ans à l'avancée de ces objectifs. Quelle appréciation en faites-vous ?

Il contribue, au-delà du plaidoyer pour l'EPT, à des actions de terrain. Au Niger, au-delà du renforcement des capacités des membres, il a permis de rendre opérationnelles certaines organisations de la société civile actives dans le domaine de l'éducation. Certaines activités et initiatives du Proderé-AO, dans le préscolaire par exemple, ont aidé l'Etat à étendre cet enseignement aux communautés rurales. Il a permis aux acteurs que nous sommes de produire des dynamiques et d'acquiescer de la crédibilité. Les comités ont réussi, en peu de temps, à se faire connaître par la communauté éducative nationale, et à devenir des acteurs avec lesquels il faut compter. Cette visibilité doit être maintenue, entretenue et renforcée.

Quelles recommandations formuleriez-vous pour le Proderé-AO II ?

Le Proderé-AO II doit consolider les acquis de tout ce qui a été fait. Il serait bon de poursuivre le renforcement des structures administratives et comptables des comités, mettre l'accent sur la compétence, l'expérience, la démocratie et la gestion décentralisée. L'évolution vers un comité transnational est un pas véritable pour le partage de vision et la gestion politique du Proderé-AO. Ce comité doit entretenir une dynamique tout en restant lui-même dynamique.

Je pense aussi qu'à travers Solidarité Laïque, les comités Sud peuvent avoir des ouvertures très prometteuses vers les sociétés françaises présentes dans les pays du Proderé, surtout quand on considère les fonds qu'elles investissent pour l'éducation au niveau local.

Propos recueillis par Djibril Sacko (Mali) et Michel Debon (France)



Depuis Dakar, il y a eu une évolution pour atteindre l'objectif de la scolarisation primaire universelle, mais la qualité de l'offre éducative reste posée.



© Michel Debon

Thématique

Éducation de base

L'abandon en cours de scolarité est, malheureusement, une constante dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Aussi, le groupe de travail « *Éducation de base* » a choisi d'approfondir le rôle de la déperdition scolaire comme frein à la scolarisation primaire universelle et les remèdes pouvant y être apportés.



© Michel Debon

Koudougou, Burkina Faso

Les sorties précoces du système scolaire

Un thème transversal interroge les éducateurs d'Afrique et d'Europe : les sorties précoces du système scolaire. En Afrique, où les élèves d'une classe d'âge arrivent en très petit nombre à la fin d'un cycle (et ce malgré les engagements pris à Dakar en 2000), l'ensemble des acteurs de la communauté éducative se mobilise pour comprendre d'abord et trouver des solutions ensuite pour réduire ces pourcentages catastrophiques. En Europe et, notamment en France où des élèves « décrochent » avant la fin des cycles obligatoires et quittent l'école, sans de réelles perspectives pour la construction de leur avenir personnel et professionnel, la mobilisation se fait pour renforcer l'idée que sans l'éducation, il n'y a pas d'insertion sociale ou professionnelle. Dans le cadre du Proderé-AO, le groupe éducation de base a tenté modestement la même démarche : comprendre et proposer. Au-delà des chiffres officiels des Etats ou de l'Unesco, le groupe a voulu identifier les problèmes, les classer en critères réalistes et ensuite proposer des pistes de solutions.

Les participants des différents pays ont compris qu'il faut prendre le problème à la base, sur les territoires. Ils auraient pu avoir des discours généraux et « rassurants ». Ils ont préféré confronter les réalités locales et entrevoir alors des similitudes dans les difficultés, mais aussi dans les solutions possibles.

Bien sûr les infrastructures ou les systèmes d'enseignement sont une des clés de la résolution des sorties précoces. Mais en tant qu'enseignant ou parent d'élèves, agir sur l'environnement, sur la qualité pédagogique de l'enseignement, de l'écoute, sur le respect de la place des uns et des autres, ce sont autant de possibilités pour limiter les découragements des enfants, des parents, de la société. Pour lutter contre les sorties précoces, la société dans son ensemble doit s'engager à trouver des places dignes pour l'emploi des hommes et des femmes. L'apprentissage et l'éducation doivent avoir du sens dans la vie des individus. Le groupe éducation de base a rédigé un guide pour agir ensemble.

David Lopez (France)

« Les déperditions scolaires, un frein à l'éducation en Afrique de l'Ouest. »

Le guide, présenté à Dakar en avril 2010, a été construit au fur et à mesure des rencontres des représentants des 5 pays dans un des 6 pays du programme ou à distance. Il présente pour chaque pays un état des lieux, mais aussi pointe les problèmes identifiés comme portant une responsabilité dans les abandons : langue d'apprentissage, statut social des filles et des femmes, redoublements, manque d'établissements scolaires, de matériel...

Chaque pays a présenté et décrit des « bonnes pratiques » mises en œuvre par la société civile : suivi de la scolarité des enfants par les associations de mères

éducatrices, création de cantines scolaires gérées par les parents, parrainages d'enfants par leurs pairs ; et aussi les projets menés dans le cadre du programme et qui ont permis des avancées.

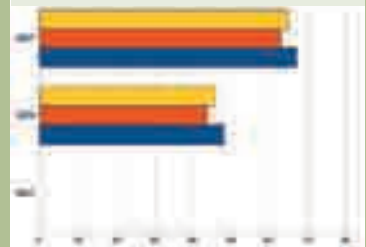
Ce guide se propose d'être un outil, une aide à l'analyse et à la compréhension des problèmes rencontrés et à la construction de plaidoyers.

Pour se procurer le document, s'adresser à : dlopez@laligue.org



Taux d'achèvement de la scolarité primaire

Bénin



Burkina Faso



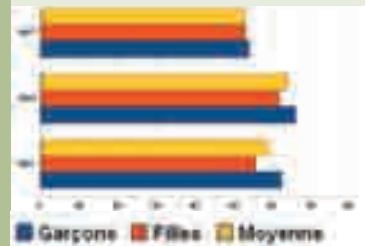
Mali



Niger



Sénégal



Rapports mondiaux de suivi sur l'Éducation pour tous de l'Unesco de 2005, 2007 et 2010.



© Michel Debon

Echos du programme

Bénin

Le réseau s'élargit

Dans le cadre de l'élargissement du Réseau des acteurs de développement de l'éducation au Bénin, le comité de pilotage a enregistré 7 nouvelles adhésions parmi les ONG invitées à une séance de travail le vendredi 21 mai 2010.

Il s'agit du *Secours éducatif*, du *Groupe de recherche et d'actions constructives*, d'*Universal Solidarity*, de l'*association pour la campagne contre la faim et pour le développement*, du *Secours populaire du Bénin*, de l'*assistance éducative pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence* et d'*ES-Santé*. Le réseau Bénin compte désormais 16 membres.



© Comité Bénin

Burkina Faso

Rentrée solidaire

En 2010, le Burkina Faso a bénéficié de la dixième rentrée solidaire. Environ 25 tonnes de matériel, collectées auprès d'élèves en France par Solidarité Laïque, ont été distribuées. Un apport financier a permis l'achat sur place de matériel complémentaire.

Cet événement s'inscrit dans les objectifs du programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'Ouest.



© Michel Debon

Mali

Petite enfance



© Solidarité Laïque

Une rencontre inter-programmes des acteurs de la petite enfance d'Afrique de l'Ouest, du Sri-Lanka et de France organisée par le Réseau des associations pour le développement de l'éducation au Mali et Solidarité Laïque, s'est tenue à Bamako du 10 au 14 février 2010. Elle a permis un véritable échange entre les participants, de dégager de nouvelles perspectives pour le *Prodéré-AO II* et d'élaborer un document de plaidoyer à l'intention des autorités publiques et acteurs de l'éducation.

France

Evaluer pour évoluer

Solidarité Laïque a tenu son assemblée générale annuelle le 2 juin 2010.



© Solidarité Laïque

L'après-midi a été consacrée à la restitution du processus de capitalisation transversale des programmes collectifs. Une première synthèse présentée a permis de dégager un certain nombre d'enseignements qu'il faut retenir pour construire une action collective, pour sa gouvernance, pour la façon de la coordonner et pour interagir avec l'environnement. Ce travail, mené depuis de longs mois, nécessite d'être poursuivi comme l'on montré les interventions. Pour évoluer, Solidarité Laïque a besoin d'évaluer et de capitaliser les expériences.

Niger

Un nouveau coordonnateur

Depuis le 18 avril 2010, Sayouba Halidou des Scouts du Niger assure la coordination du Comité Niger qui a été renouvelé lors d'une assemblée générale extraordinaire. Il succède à Kassoum Issa, suite aux changements intervenus au sein du bureau exécutif du syndicat national des enseignants du Niger (Snen).



© Michel Debon

Sénégal

Pédagogie des chantiers de jeunes

Du 07 au 12 juin 2010, Dakar a accueilli une rencontre sur la pédagogie des chantiers de jeunes, organisée par les Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal (EEDS) et les Francas. L'objectif de la formation était de donner aux jeunes des outils leur permettant de comprendre le processus de mise en oeuvre de ces chantiers pour mieux agir. Elle a réuni des participants venus des six pays du programme. En marge des activités, les participants ont notamment visité le centre de formation des EEDS de Mboro. Au cours d'une soirée culturelle, chaque délégation a présenté un mets et une tenue de son pays.



© Solidarité Laïque

Présidents ou coordonnateurs des comités nationaux

Bénin Paul Loko
caeb2007@yahoo.fr
Burkina Faso Jean Kafando
jeankafando@yahoo.fr
France Francis Barbe
francis.barbe@snuipp.fr
Mali Famoro Keïta
famorokeyta@yahoo.fr
Niger Sayouba Halidou
sayoubala@yahoo.fr
Sénégal Mama Sow
lamsow@yahoo.fr

Permanents

Bénin Emmanuel Togbe
tommanuel200@yahoo.fr
Burkina Faso Laurent Minoungou
minoungoulaurent@yahoo.fr
France Nawal Besri
nbesri@solidarite-laique.asso.fr
Mali Ibrahim Diawara
ibrahim8685@yahoo.fr
Niger Aliou Oumarou
chilien2004@yahoo.fr
Sénégal Rama Thiam
rama6259@yahoo.fr

Responsables presse

Bénin Dorothee Houenou
hdrothe@yahoo.fr
Burkina Faso Ali Ouaro
aliouaro@yahoo.fr
France Michel Debon
mdebon@free.fr
Mali Djibril Sacko
sendynumuke@yahoo.fr
Niger Gaya Garka
garkagaya@yahoo.fr
Sénégal Mame Ousmane Diene
obdiene@yahoo.fr

Pour vous procurer la liste des organisations membres des comités nationaux, adressez-vous au permanent de votre pays.